

Emploi, salaires, droits sociaux: le 5 octobre, touTEs en grève et dans la rue !

MANIFESTATION BOURSE DU TRAVAIL à 10 H 30

Depuis 18 mois, le gouvernement et le patronat ont pris prétexte de la crise sanitaire pour s'attaquer encore un peu plus aux droits sociaux des travailleurEs et à leurs conditions de travail. Des résistances existent, mais elles demeurent trop faibles et trop dispersées. La journée de grève et de manifestations interprofessionnelles du 5 octobre doit être l'occasion de passer à la contre-offensive.

Non contents de leur gestion dramatique, autoritaire et mensongère de l'épidémie de Covid-19, ils en ont profité pour accélérer leurs attaques, à l'image de la contre-réforme de l'assurance chômage qu'ils entendent appliquer à partir du 1er octobre. Et nous n'oublions évidemment pas la réforme des retraites que le gouvernement attend de pouvoir remettre sur la table à tout moment... Celle-là même contre laquelle nous nous sommes mobiliséEs avec force juste avant le début de la crise sanitaire !

Augmentez nos salaires !

Leur politique est claire : d'un côté taper sur les chômeurEs, en réduisant drastiquement leurs droits au chômage et en baissant leurs allocations, de l'autre précariser et faciliter les licenciements dans le privé comme dans le public. Et pour touTEs les autres, à qui l'on veut faire croire qu'ils et elles ont bien de la chance de garder un emploi, il faudrait se satisfaire de conditions de travail toujours dégradées, d'horaires infernaux et d'un salaire de misère... Question salaires d'ailleurs, c'est le gel du point d'indice pour les travailleurs et travailleuses du public, et un SMIC à 1 250 euros net à temps plein pour le privé...

Et tandis que les salaires baissent ou stagnent, les dépenses, elles, ne cessent d'augmenter, à l'image de l'augmentation de plus de 12 % du prix du gaz avant le début de l'hiver. C'est bien pour cela qu'une augmentation des salaires et leur prise en compte dans le calcul de nos retraites devraient s'accompagner d'une indexation sur le coût de la vie (le coût du logement, des biens de première nécessité, de l'énergie...).

Il est possible de se battre... et de gagner !

La crise sanitaire est le prétexte bien commode qu'ont saisi les capitalistes, les actionnaires des grands groupes, pour réorganiser leur économie, entendons par là effectuer des coupes, virer, licencier... pour gagner en rentabilité, en profits. Eux, ce sont ces milliardaires, d'abord français, dont la richesse a augmenté de 68 % depuis 2020, totalisant 492 milliards d'euros de patrimoine (soit près d'un cinquième du produit intérieur brut français) ! Pendant ce temps, les suppressions de postes massives se poursuivent dans les entreprises, que ce soit la partie émergée, chez Renault (qui va supprimer 2 000 emplois supplémentaires d'ici 2024), Bosch, Knorr, PPG (ex-Joint français)... ou par les suppressions d'emplois précaires (CDD, intérim).

Malgré cette situation difficile, le monde du travail ne se laisse pourtant pas faire ! Dans plusieurs entreprises, dans différents secteurs professionnels, elles et ils s'organisent pour résister aux attaques. Certaines sortent même victorieuses de leurs luttes, comme les femmes de ménage de l'entreprise sous-traitante Arc-en-ciel qui travaille sur l'université de Jussieu.

Le NPA revendique une augmentation générale des salaires de 300 euros net pour toutes et tous, et pas un salaire en dessous de 1 800 euros net. Pour que nous puissions toutes et tous travailler, il est nécessaire de répartir le travail entre touTEs. C'est pour cela que nous exigeons également l'interdiction des licenciements et la réduction générale du temps de travail.

À Transdev et ailleurs, mobilisation générale !

Dégradation des conditions de travail, extension sans fin des horaires, réductions d'effectif et salaires de misère... C'est notamment contre tout cela que se mobilisent en ce moment les conducteurEs de Transdev depuis plusieurs semaines, car c'est tout ce que vont leur apporter l'ouverture à la concurrence et la privatisation des services de transport. Une lutte partie de Seine-et-Marne, qui continue de s'étendre à d'autres départements et qui, on l'espère, pourrait bien s'étendre à l'ensemble du secteur du transport !

Jeudi dernier, les salariéEs de l'éducation nationale étaient en grève contre la politique de Macron et de son ministre Blanquer. Autoritarisme jusqu'aux directions d'écoles primaires, attaques sur les moyens humains et matériels, réformes toujours plus inégalitaires... les raisons n'ont pas manqué pour être dans la rue.

Ce mardi 5 octobre, journée de grève et de manifestations interprofessionnelles, doit être le moment où toutes les luttes, toutes les revendications, se retrouvent dans la rue pour construire le « touTEs ensemble » nécessaire contre ce gouvernement au service des riches et du patronat. Aux côtés des chômeuses et des chômeurs durement attaqués, pour défendre l'ensemble de nos droits sociaux et revendiquer de meilleures conditions de travail et de vie, ce mardi 5 octobre ne doit être qu'un début.

Le NPA65, Tarbes, le 4 octobre 2021

